

Baisses d'impôts: les objectifs du gouvernement sont-ils crédibles?

Par Valentin Bontemps, Eleonore Dermay | Publié le 12/07/2017 mis à jour à 16h59



En annonçant 11 milliards d'euros de baisses d'impôts en 2018, Édouard Philippe a scellé mardi un changement de stratégie budgétaire net par rapport aux annonces effectuées début juillet. Pourquoi ce revirement? Les objectifs affichés sont-ils crédibles, et cohérents?

- Pourquoi ce revirement budgétaire? -

Le Premier ministre, pour contenir le déficit, avait annoncé le 4 juillet vouloir reporter à 2019 plusieurs réformes fiscales du programme d'Emmanuel Macron, dont celle de l'ISF. Mais ces annonces avaient suscité des remous dans les milieux économiques et patronaux.

"La priorité, c'est de provoquer un choc fiscal pour stimuler la croissance", avait ainsi mis en garde l'économiste Philippe Aghion, réputé proche du président. Un message entendu par Édouard Philippe, qui a dit mardi vouloir "accélérer" les baisses d'impôts pour "maximiser" leurs effets.

"Il y a eu la volonté manifestement de prendre le contre-pied de Hollande, qui avait opéré au début de son quinquennat un tour de vis fiscal", analyse François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes et fondateur du site fipeco.fr

- De quels impôts parle-t-on? -

Sur les baisses de prélèvements obligatoires annoncées, 6,5 milliards concernent des mesures décidées sous François Hollande: la montée en charge du CICE, le crédit d'impôt pour les associations, l'extension aux retraités non imposables du crédit d'impôt sur les services à la personne et la poursuite de la baisse du taux de l'impôt sur le revenu à 28%.

A ces mesures s'ajoutent la réforme de l'ISF, chiffrée à 3 milliards d'euros, le prélèvement forfaitaire unique d'environ 30% sur les revenus de l'épargne (1,5 milliard) et la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages, avec une première étape de 3 milliards d'euros l'an prochain.

Les cotisations salariales seront en outre supprimées, mais sans impact budgétaire, le gouvernement ayant prévu une hausse équivalente de la CSG. Et deux prélèvements vont augmenter: ceux sur le tabac (+500 millions) et ceux sur les carburants (+2 milliards), en raison du rapprochement de la fiscalité sur l'essence et le gazole. Au final, les baisses d'impôts atteindront donc 11 milliards d'euros.

- Qui va bénéficier des baisses? -

Outre les entreprises, qui bénéficieront des mesures votées sous Hollande, ce sont les ménages les plus riches qui s'en sortiront le mieux. Étant

Outre les entreprises, qui bénéficieront des mesures votées sous Hollande, ce sont les ménages les plus riches qui s'en sortiront le mieux, étant directement concernés notamment par la réforme de l'ISF.

Selon l'OFCE, les 10% des contribuables les plus aisés sont ceux qui gagneront le plus à la refonte de la fiscalité, captant 46% des gains des mesures fiscales. Les 10% juste en-dessous seront en revanche pénalisés, étant moins concernés par la réforme de la fiscalité du capital et non concernés par la réduction de la taxe d'habitation.

"Au niveau purement fiscal, on voit qu'il y a une concentration du choix de l'outil de redistribution vers les ménages les plus riches", estime ainsi le président de l'OFCE, Xavier Ragot.

- Les objectifs sont-ils crédibles? -

Dans son document d'orientation budgétaire, le gouvernement prévoit un déficit de 2,7% en 2018. Mais Édouard Philippe s'est empressé de préciser qu'il n'était pas un "fétichiste du chiffre" et qu'il visait surtout un déficit l'an prochain sous la barre des 3% imposée par les traités européens.

Car avec des baisses d'impôts de 11 milliards d'euros, tenir le cap des 2,7% promet d'être ardu. "On peut y arriver si l'on tient les objectifs de baisse de la dépense publique, mais ce sera difficile", estime François Ecalle.

L'incertitude concerne également 2019. Le gouvernement a en effet prévu cette année-là de transformer le CICE en baisse de cotisations, ce qui grèvera les comptes publics de 20 milliards d'euros, équivalent à un point de PIB. Mais il promet que les règles budgétaires européennes seront tenues, avec un déficit à 2,9%. Un chiffre jugé peu crédible par l'OFCE, qui parie de son côté sur 3,5% de déficit.

- Qu'est-ce que cela implique? -

Le gouvernement a promis d'agir drastiquement sur la dépense publique, qui sera quasiment gelée en volume jusqu'en 2020. "Un tel effort d'économie, ça ne s'est jamais vu", souligne François Ecalle, qui rappelle que le gouvernement "est pour l'instant resté très flou" sur les mesures concrètes qu'il entend prendre.

"Pour y arriver, il faudra des mesures fortes" et des "coupes franches" dans certaines dépenses, rappelle l'économiste. Qui met en garde contre les "risques de grogne sociale".

CONTENUS SPONSORISÉS



Découvrez la femme de Christian des 12 coups de midi

Femme Actuelle



Améliorez votre productivité avec un CRM !

Salesforce



Le Nissan X-TRAIL vous séduira avec ses lignes puissantes et élégantes !

Nissan

RECOMMANDÉ POUR VOUS



Trois miraculés après un spectaculaire accident de la route en pleine nuit



Le programme des festivités du 14 Juillet



Le restaurant La Strada détruit en partie par un incendie criminel